



**Michel David** : Lisée n'a pas fini de déranger  
Page B 3

**Manon Cornellier** sur la réponse d'Ottawa aux attentats  
Page B 2

**Idées** : La religion, la violence et la non-violence  
Page B 5

# PERSPECTIVES

CAHIER B • LE DEVOIR, LES SAMEDI 25 ET DIMANCHE 26 OCTOBRE 2014

QUÉBEC

## L'éducation, ce n'est pas la santé

Si le gouvernement Couillard veut réussir le redressement des finances publiques auquel il s'est attelé, il ne peut se passer de la contribution — lire: les compressions — des deux grands réseaux de la santé et de l'éducation, qui représentent à eux seuls les deux tiers des dépenses de l'État. Alors que Gaétan Barrette a lancé un bouleversement des structures du réseau de la santé — et ce n'est qu'un début —, Yves Bolduc ne veut qu'apporter des améliorations à un des meilleurs systèmes d'éducation au monde, selon ses dires.

**ROBERT DUTRISAC**  
Correspondant parlementaire à Québec

Certains bonzes au gouvernement jugent que le système d'éducation au Québec a besoin d'être réformé en profondeur dans la foulée d'une restructuration de l'État devenue indispensable. Là comme ailleurs les dépenses publiques souffrent d'embonpoint, soutiennent-ils. Mais ils doutent que l'actuel ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport et ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Science, Yves Bolduc, un ministre « affaibli » par l'affaire de la prime de 215 000 \$ qu'il a touchée comme député-médecin, ait la poigne pour y arriver.

Or Yves Bolduc n'est pas là pour chambouler le réseau de l'éducation, comme le souhaiteraient certains. « Au début, tout le monde voulait changer beaucoup de choses », a souligné le ministre au *Devoir*. L'éducation, ce n'est pas la santé.

Yves Bolduc a convaincu le premier ministre Philippe Couillard que ce n'était pas la marche à suivre. « Je suis là pour faire de bonnes améliorations. Mais je pense que les gens ne constatent pas, par contre, qu'on a probablement un des meilleurs systèmes d'éducation au monde »

De son côté, l'autre ministre-médecin, Gaétan Barrette, est à la tête d'un système qui n'est pas le meilleur au monde. Le ministre de la Santé et des Services sociaux entend le transformer. Et c'est au pas de course qu'il amorce cette « révolution », que d'aucuns perçoivent dans le réseau comme un dérangement stérile.

### Une première étape

Son projet de loi 10, qui abolit les 18 agences de santé régionales pour créer 28 centres intégrés de santé et de services sociaux (CISSS), fait présentement l'objet de consultations en commission parlementaire. Cette restructuration est censée permettre des économies de 220 millions par an, mais pas la première année, soit celle de l'atteinte du déficit zéro, en raison des indemnités de départ qu'il faut verser aux cadres licenciés. Avec son projet de loi, le ministre s'arrogé un pouvoir de nomination tous azimuts; il soutient toutefois qu'il ne sera plénipotentiaire que temporairement.

Mais ce n'est qu'une première étape, et pas la plus cruciale. Viendront ensuite les changements en profondeur du système de santé, no-



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Le ministre Yves Bolduc affirme qu'il n'occupe pas son poste pour tout chambouler.

tamment des modifications de la rémunération à l'acte et un financement des hôpitaux lié à l'activité, selon l'adage que « l'argent doit suivre le patient ». Ça fait plus de dix ans qu'on en parle et, si cette « révolution » n'a pas encore eu lieu, c'est qu'elle s'avère complexe.

Yves Bolduc montre fièrement une copie de la dernière édition du magazine français *Sciences humaines*, un numéro spécial intitulé « Éduquer au 21<sup>e</sup> siècle ». Un article répertorie cinq systèmes scolaires parmi les plus efficaces au monde. « Coup de projecteur sur cinq pays qui ont su adapter leur école aux défis d'aujourd'hui », écrivent les auteurs. Y figure d'entrée de jeu le Québec avec son « école en phase avec la société », puis l'Allemagne, la Corée du Sud, la Finlande et la Pologne.

Yves Bolduc rappelle les scores des élèves québécois dans les enquêtes PISA (Programme international pour le suivi des acquis des

élèves), surtout en mathématiques. Et si la Finlande devance le Québec, c'est parce que la population de ce pays est « très homogène » comparativement au Québec, et à Montréal en particulier, en raison de la présence d'immigrants. « C'est des clientèles plus difficiles; c'est plus pauvre », constate le ministre.

### Le modèle

« La France est en train d'adopter le modèle québécois », affirme Yves Bolduc. Lors de la dernière réunion des ministres de l'Éducation de la Francophonie, à Abidjan en juin dernier, ils recommandaient l'adoption du système canadien, c'est-à-dire, pour la Francophonie, le système québécois, position qui sera relayée au Sommet de la Francophonie à Dakar en novembre prochain, signale le ministre.

VOIR PAGE B 2 : ÉDUCATION

TERRORISME

## Faut-il crier au loup solitaire?

Les terroristes qui agissent en dehors des organisations connues sont difficiles à suivre. Il y en a eu à différentes époques, mais on en voit de plus en plus, et dans plusieurs pays.

CLAUDE LÉVESQUE

Le terrorisme international s'est-il décentralisé à un point tel que son « avenir » repose sur des individus ou de petits groupes qui agissent de façon indépendante, répondant à des mots d'ordre largement diffusés sur Internet mais ne recevant pas d'ordres précis?

Les chiffres sur le nombre d'attentats perpétrés par ceux qu'on appelle les « loups solitaires » varient passablement selon les estimations mais, depuis quelques années, les experts d'Europe et d'Amérique du Nord y voient une menace grandissante.

Cette menace suscite, d'autant plus d'inquiétude que l'Europe et les États-Unis, comme le Canada d'ailleurs, ont été presque entièrement épargnés par le terrorisme ces dernières années.

Cette sécurité est attribuable, au moins en partie, à la surveillance accrue et plutôt efficace qui s'est exercée après le 11 septembre 2001, même si des terroristes ont réussi à frapper à Madrid en 2004, à Londres en 2005 et à Boston en 2013.

**Les terroristes de la dernière cuvée sont difficiles à repérer et à arrêter**

Les frères Tsarnaëv, qui ont endeuillé le marathon de Boston, appartenaient probablement à la catégorie des « loups solitaires », en ce sens qu'ils ne semblaient pas obéir à des ordres donnés par un réseau terroriste formel. En France, Mohamed Mehra, qui a tué trois militaires avant de faire un carnage dans une école juive à Toulouse en mars 2012, pourrait lui aussi correspondre à cette description, tout comme Mehdi Nemmouche, qui a sévi dans un musée juif à Bruxelles en mai de cette année.

### Des appels à tuer

Après que les États-Unis, puis la France et ensuite d'autres pays occidentaux, eurent commencé à bombarder ses positions au Moyen-Orient en août, le groupe armé État islamique a diffusé sur Internet des appels à tuer des citoyens des pays concernés, qu'ils soient des militaires ou de simples citoyens non musulmans.

Les auteurs des crimes commis cette semaine à Saint-Jean-sur-Richelieu et à Ottawa semblent être les premiers à avoir répondu présent aux récents appels numériques au djihad.

Nous vivons dans un monde caractérisé par l'omniprésence des réseaux sociaux, qui peuvent devenir des outils de recrutement, tandis que les chaînes d'information continue, en diffusant en boucle des images violentes, peuvent inspirer les imitateurs. Ce qui est nouveau, c'est la capacité que semblent avoir les organisations terroristes d'accrocher les fragiles du ciboulot et les déprimés en quête d'une poussée d'adrénaline, en glorifiant la violence crue et en la dotant d'un vernis sacré.

L'an dernier, un professeur de sciences politiques américain, Jeffrey D. Simon, a publié sur la question un livre intitulé *Lone Wolf Terrorism: Understanding the Growing Threat*. Qu'ils obéissent ou non aux ordres lancés en vrac sur la Toile par de puissantes organisations comme le soi-disant État islamique, ce spécialiste soutient que les terroristes de la dernière cuvée sont difficiles à repérer et à arrêter. Outre qu'ils ne communiquent pas avec des complices ou des supérieurs, ils sont parfaitement libres d'innover, ce qui ne permet pas aux policiers de prévoir ce qui risque de se passer, selon lui.

VOIR PAGE B 2 : TERRORISME



## LE DEVOIR DE DÉBATTRE

Animé par l'éditorialiste du Devoir,  
**ANTOINE ROBITAILLE**

## Écosse, Catalogne, Québec : l'indépendance est-elle dépassée ou encore d'actualité?

**STÉPHANE DION**, député fédéral du Parti libéral du Canada  
**JOSEPH FACAL**, politologue et ancien ministre péquiste  
**MARIE BERNARD-MEUNIER**, chercheure et ancienne diplomate canadienne  
**PATRICK TAILLON**, professeur agrégé de droit, Université Laval

**5 NOVEMBRE 2014, À 19 H**

MUSÉE DE L'AMÉRIQUE FRANCOPHONE – 2 Côte de la Fabrique, Québec  
Réservez au 418 643-2158 – Prix : 12\$ (amis du musée 10\$)

## PERSPECTIVES

## La réponse



MANON CORNELLIER  
à Ottawa

En une semaine, les certitudes des Canadiens en matière de sécurité se sont trouvées ébranlées par les attentats commis à Saint-Jean-sur-Richelieu et à Ottawa, en plein parlement. Deux soldats ont été tués, les deux suspects ont été abattus, mais selon la Gendarmerie royale du Canada (GRC), aucun lien n'aurait été établi entre les deux événements, seulement un trait commun, soit l'attrait des deux hommes pour un discours djihadiste violent.

Cela n'a pas empêché le gouvernement de conclure qu'il s'agissait d'actes terroristes auxquels il faut répondre rapidement, non seulement en reprenant les travaux parlementaires pour réaffirmer la résilience de nos institutions démocratiques, mais en musclant les lois et pouvoirs des forces de l'ordre.

Le ministre de la Justice, Peter MacKay, a indiqué que le gouvernement pourrait revoir certains articles du Code criminel, dont ceux traitant de terrorisme, question de permettre la prise de mesures préventives, ce que souhaite le commissaire de la GRC, Bob Paulson. Vendredi matin, sur les ondes de Radio-Canada, le ministre de la Sécurité publique, Steven Blaney, affirmait à son tour devoir assouplir le seuil à partir duquel une personne pourrait être soumise à une détention préventive.

Ces projets s'ajouteraient à ce qu'ils ont déjà dans leurs cartons, comme le projet de loi qu'a promis M. Blaney pour renforcer certains pouvoirs du Service du renseignement de sécurité (SCRS). Ce projet serait une réponse à des jugements récents qui limitent la protection offerte aux sources des espions et la portée des mandats autorisant la surveillance à l'étranger de Canadiens radicalisés.

Jeudi matin, M. Harper rappelait qu'il avait, au cours des dernières semaines, « dit qu'il fallait donner plus de poids à nos lois et plus de pouvoirs à la police en ce qui concerne les opérations de surveillance, la détention et les arrestations. Ces lois et ces pouvoirs doivent être beaucoup renforcés et j'assure aux députés que les travaux déjà en cours seront accélérés ».

Mais ces « travaux déjà en cours » ne peuvent faire office de réponse à des attentats qui font toujours l'objet d'enquêtes et d'analyses.



Les faits des derniers jours sont peut-être la confirmation qu'existe une nouvelle menace posée par des loups solitaires sensibles à une propagande diffusée par des organisations radicales, dont le groupe État islamique (EI). Les forces de l'ordre et le gouvernement ont sûrement des informations qu'on ignore.

Le débat sur la pertinence des projets en préparation et ceux qui pourraient s'imposer exige le plus de transparence possible. Trop de choses sont en jeu, dont le respect de nos droits et libertés. Les chefs néodémocrate Thomas Mulcair et libéral Justin Trudeau ont tous deux appelé aux Communales la nécessité de trouver un juste équilibre entre assurer la sécurité des Canadiens et protéger leurs droits fondamentaux. Selon M. Mulcair, il ne faut pas permettre « à la haine et à la violence de changer notre identité » ni de battre en brèche la liberté et l'ouverture qui caractérisent le Parlement. Justin Trudeau a parlé de gestes criminels qui ne devaient pas entraîner une redéfinition de qui nous sommes.

Et comme le rappelait l'ancien solliciteur général libéral Wayne Easter, il existe déjà un arsenal de lois qui permettent aux forces de l'ordre et au Service de renseignement de faire leur travail. Depuis 13 ans, aucun des complots terroristes concoctés en sol canadien n'a abouti, car la police ou les services secrets les ont déjoués. Ils ont aussi réussi à faire inculper plusieurs personnes qui purgent actuellement des peines d'emprisonnement. Ils y sont parvenus sans même utiliser certains pouvoirs accordés après le fatidique 11 septembre 2001. Selon les experts cités dans nos pages hier, ces pouvoirs sont suffisants et il revient à ceux qui en réclament davantage d'en démontrer la nécessité.



Les deux hommes à l'origine des attentats de cette semaine sont passés entre les mailles du filet. Il y a maintes raisons possibles. Il faut les chercher afin de choisir le remède adéquat. Sinon, on court le risque de transformer ces deux drames en simples prétextes pour faire avaler les mauvaises mesures ou celles destinées à résoudre d'autres problèmes.

Au-delà de l'évaluation de l'efficacité des lois et des pouvoirs des forces de l'ordre, on peut passer sous la loupe les méthodes d'évaluation de la menace, du choix des cibles et ainsi de suite. Et au final, ne serait-ce pas simplement devant un manque de ressources?

Lundi, un haut gradé du SCRS évoquait devant un comité sénatorial le manque de ressources pour suivre à la trace tous les individus radicalisés identifiés. Jeudi, la GRC exprimait la même plainte. Selon le commissaire Bob Paulson, la traque des 93 personnes actuellement sous surveillance accapare tellement de personnel qu'il lui faut faire appel à des agents assignés normalement à d'autres enquêtes.

Depuis jeudi, la partisanerie a fait une pause au Parlement. On sent malgré tout que chacun délimite le territoire qu'il entend occuper durant ce débat crucial qui ne fait que démarrer et qui mettra à l'épreuve tous les chefs d'ici les prochaines élections.

mcornellier@ledevoir.com

## UKRAINE

## Changement de garde à Kiev

BENOÎT VITKINE

Dimanche, des élections législatives au suspense limité mais cruciales pour l'avenir du pays se tiennent en Ukraine. Le nouveau président, Petro Porochenko, ambitionne de construire une majorité solide et loyale, alors qu'il s'appuyait jusqu'à présent, pour gouverner, sur des transfuges du Parti des régions, celui du président déchu. Revue des enjeux de la campagne et des défis qui se posent au nouveau gouvernement après le scrutin.

## La guerre en toile de fond

La guerre dans le Donbass n'a pas été un sujet central dans la campagne, mais elle reste présente dans tous les esprits. C'est elle qui explique le fort soutien dont bénéficie le président Porochenko : à travers ce soutien s'exprime un besoin d'unité et de cohésion. Si la plupart des partis ont critiqué la stratégie de conciliation adoptée par le président et notamment la signature d'un cessez-le-feu avec les séparatistes de l'Est, une majorité d'Ukrainiens savent gré à M. Porochenko d'avoir obtenu une diminution du niveau des violences dans le Donbass.

La guerre s'est aussi largement invitée sur les listes électorales : quasiment tous les partis ont placé en position éligible les commandants des bataillons de volontaires qui se sont illustrés au front et y ont gagné une popularité importante. Ioulia Tymochenko a offert la conduite de sa liste à Nadia Savtchenko, aviatrice capturée dans le Donbass et détenue à Moscou, où elle est accusée de la mort de deux journalistes russes. Iouly Mamtchour, colonel de l'armée célèbre pour avoir refusé d'abandonner son poste face aux militaires russes, en Crimée, concourt sur la liste présidentielle.

## Un profond renouvellement

Le nouveau Parlement devrait connaître un profond renouvellement. Selon le politologue Volodymyr Fessenko, au moins la moitié des élus seront de nouveaux entrants. Les partis qui sont pour l'intégration européenne et les réformes promues par Maidan devraient y obtenir une majorité écrasante. Aucun des partis prorusse — Ukraine forte, Bloc d'opposition, Parti communiste — n'est assuré de dépasser la barre des 5 % nécessaires pour entrer à la Rada, le nom du Parlement. C'est aussi le cas du parti nationaliste Svoboda.

Fait particulièrement emblématique de ce renouvellement, une vingtaine de militants de Maidan — journalistes et militants anticorruption principalement — pourraient faire leur entrée au Parlement. Ils entendent y jouer le rôle de vigies pour que les promesses de la révolution ne soient pas oubliées.

Ce renouvellement ne signifie pas que l'Ukraine en a fini avec certaines des pratiques qui ont marqué sa vie politique depuis son indépendance il y a 23 ans. En province, notamment, la corruption électorale reste importante, que ce soit par le versement d'argent ou par la distribution de cadeaux. Les oligarques qui tiennent une grande partie de l'économie n'ont pas non plus disparu : ils continuent de financer une partie des formations politiques et d'agir sur l'opinion par l'intermédiaire des médias qu'ils contrôlent.

## La liste de Porochenko grande favorite

Les sondages donnent le Bloc Petro Porochenko, gagnant (jusqu'à 30% des voix). La liste présidentielle est emmenée par l'ancien boxeur Vitali Klitschko, aujourd'hui maire de Kiev, qui a fait alliance avec Porochenko.

## TERRORISME

SUITE DE LA PAGE B 1

M. Simon note que les loups solitaires existent depuis des décennies et qu'ils n'ont pas toujours eu de lien avec l'islam. Il mentionne notamment Thomas Kaczynski, alias Unabomber, que le FBI a traqué pendant 17 ans avant de finalement lui mettre la main au collet en 1995, le ou les terroristes qui ont empoisonné des pilules de Tylénol en 1982, les extrémistes qui ont fait sauter un édifice fédéral à Oklahoma City en 1995 et Anders Behring Breivik, le terroriste d'extrême droite qui a commis des massacres en Norvège en 2011.

Le groupe armé État islamique a attiré environ 12 000 étrangers, dont quelques milliers d'Occidentaux, en Syrie et en Irak. Les gouvernements du Vieux Continent, de l'Amérique du Nord et de l'Australie craignent que ces djihadistes commettent des actes de terrorisme une fois rentrés dans leur pays, après avoir été endoctrinés et formés au maniement des explosifs.

Dans une résolution adoptée à l'unanimité le 24 septembre, le Conseil de sécurité des Nations unies a enjoint à tous les pays d'empêcher leurs

## ÉDUCATION

SUITE DE LA PAGE B 1

« Le problème, c'est que le système français [...] est basé sur l'élitisme, souligne-t-il. C'est basé sur la méritocratie. Théoriquement, seulement 10% des meilleurs vont faire quelque chose. » Cet élitisme en éducation est néfaste, selon lui. « Eux autres, ils abandonnent le peuple. » C'est pourquoi les Africains francophones souhaitent se défaire du système d'éducation français ou belge et s'inspirer du Québec, avance-t-il.

Yves Bolduc préconise donc certains changements dans le système d'éducation mais n'imposera pas de chambardements comme en



Le centre de Kiev a été placardé d'affiches électorales.

SERGEI GAPON AGENCE FRANCE-PRESSE

Le président Porochenko sera probablement contraint de faire alliance avec un ou plusieurs autres partis. Son allié naturel serait le Front populaire, emmené par l'actuel premier ministre, Arsenii Iatseniouk, lui aussi très populaire dans le pays. M. Iatseniouk, qui est également apprécié des partenaires occidentaux de l'Ukraine, fait figure de favori pour le poste de premier ministre. Une autre liste réformatrice, Samopomitch, emmenée par l'activiste anticorruption Hanna Hopko, pourrait obtenir un bon résultat.

Le numéro 2 des sondages est le Parti radical d'Oleg Liachko. Ce populiste, présent depuis longtemps dans le paysage politique ukrainien, joue sur la frustration de la société devant le retard pris dans la mise en œuvre des réformes et l'amertume provoquée par les défaites militaires de l'été dans le Donbass.

## Les défis à venir

**Gagner la paix.** Depuis le cessez-le-feu du 5 septembre, près de 350 personnes, civiles et militaires, ont été tuées dans le Donbass. Surtout, le règlement politique proposé par Kiev aux séparatistes a volé en éclats après que ceux-ci ont annoncé leur intention d'organiser des élections « présidentielle et législatives » le 2 novembre. Le dialogue n'est toutefois pas complètement rompu et le nouveau gouvernement devra adopter la position de compromis qui est celle du président Porochenko. Il s'agit non seulement de gagner la paix dans l'est du pays, mais d'obtenir le maximum de garanties de la part du Kremlin que celui-ci ne cherchera pas à déstabiliser plus avant l'Ukraine.

**Répondre aux revendications de Maidan.** Lutte contre la corruption, réforme de la justice, ré-

forme en profondeur des structures de l'État, renouvellement des élites administratives et économiques... Sur tous ces sujets, des efforts ont été faits, mais les réformes sont longues à se mettre en place et encore plus à produire leurs effets. La guerre dans le Donbass explique en grande partie ce retard, mais elle a aussi servi de prétexte à un personnel politique peu enclin à accepter des changements radicaux.

**Éviter un effondrement de l'économie.** La situation économique de l'Ukraine, déjà peu brillante, a été encore fortement dégradée par la guerre, dont le coût est difficile à estimer. La perte probable d'une partie du Donbass, gros producteur industriel et énergétique, risque de peser encore plus. En 2014, le PIB pourrait se contracter de 8%. La monnaie nationale, la hryvnia, a chuté de plus de 11%, provoquant une forte baisse du niveau de vie. Nombre d'observateurs estiment que le prêt de 17 milliards de dollars consenti par le FMI en avril ne suffira pas à maintenir le pays à flot.

**Résoudre le conflit gazier avec la Russie.** Moscou, qui a brutalement augmenté le prix de ses livraisons après le changement de pouvoir à Kiev et exige le règlement d'impayés, a coupé le robinet du gaz en juin. Les négociations sont régulières, sous l'égide de la Commission européenne, mais elles n'ont toujours pas abouti à un accord. Les réserves ukrainiennes sont limitées et deux jours avant le scrutin, pour la première fois cet automne, le thermomètre est descendu en dessous de zéro degré à Kiev.

Le Monde

ressortissants de se joindre à des organisations extrémistes comme le groupe État islamique. Dans la foulée, plusieurs pays qui ne l'avaient pas encore fait se sont donné de nouveaux outils.

En France, où l'essentiel de la législation antiterroriste existe depuis 1986, on avait déjà élargi les pouvoirs de la police en 2001. On a ajouté récemment des dispositions qui permettent aux policiers de mieux pister les loups solitaires et de faire de la surveillance préventive sur Internet.

Au Royaume-Uni, où la liberté de parole est jalousement protégée, des imams extrémistes prêchaient la violence et la « guerre sainte » en toute liberté, notamment à la mosquée de Finsbury Park dans le nord de Londres, avant le 11-Septembre.

Les efforts faits ensuite par la police et le renseignement ont eu pour effet, entre autres, de déplacer l'activité extrémiste hors des mosquées, tout en favorisant l'émergence de nouveaux propagandistes indépendants du djihad.

Certains agissent ouvertement, comme le dénommé Anjem Choudary, dont le *Washington Post* a fait le portrait la semaine dernière. Il s'agit d'un prédicateur autoproclamé qui sévit aussi près de Londres. Il fait régulièrement l'éloge du groupe EI, mais en utilisant un langage qui l'a mis jusqu'ici à l'abri d'accusations criminelles.

Il est le fondateur ou l'animateur de plusieurs organisations islamistes, dont le réseau Sharia4 (comme dans « la charia pour »... le Royaume-Uni, la Belgique, etc.), qui a des ramifications dans plusieurs pays. Une bonne partie des Européens qui se joignent au djihad en Syrie ont fréquenté une des organisations de M. Choudary, selon les sources du *Post*.

Fin août, Londres a annoncé des modifications aux lois antiterroristes s'appliquant aux militants islamistes du cru qui veulent se rendre au Moyen-Orient ainsi qu'à ceux qui essaient de radicaliser leurs concitoyens. Les autorités britanniques ont également élargi la portée des lois qui permettent d'interdire certaines organisations.

Des initiatives citoyennes ont par ailleurs été prises dans divers pays, dont le Royaume-Uni. L'importante communauté musulmane de ce pays a réagi. L'organisation caritative Active Change Foundation, qui œuvre auprès des jeunes musulmans, a lancé sur Twitter une vigoureuse campagne intitulée #NotInMyName après la décapitation de l'otage britannique David Haines. Des jeunes y expriment leur dégoût devant les gestes terroristes faits au nom de leur religion ou de leur culture.

Le Devoir

santé. Les commissions scolaires sont là pour de bon, par exemple, même si certaines d'entre elles seront fusionnées.

Le système d'éducation est très rigide : il est régi par des conventions collectives qui dictent non seulement les ratios enseignant-élèves, mais aussi la disponibilité des ressources spécialisées, comme les orthopédagogues. Le ministre ne s'en plaint pas. « Mon message, c'est : respectons les conventions collectives parce qu'elles sont signées et que je pense que c'est ce qu'on doit faire. En passant, les conventions collectives, c'est pour les deux : il y a un droit de grève et il y a une obligation de la part de l'employé », fait-il valoir.

Yves Bolduc se qualifie de « décentraliseur ». Décentralisation du ministère vers les commis-

sions scolaires avec l'abolition des bureaux régionaux du MELS, décentralisation des commissions scolaires vers les écoles.

Ministre de la Santé et des Services sociaux dans le gouvernement libéral précédent, il se plaît dans son nouveau rôle. « Je n'ai pas de pénurie de personnel », dit-il. Des maîtres, il s'en forme davantage que le nombre de nouveaux enseignants embauchés. Pas de liste d'attente non plus puisque, d'évidence, tout élève a une place dans les écoles. Le ministre ne veut pas avouer que l'éducation, c'est plus facile à gérer que la santé. « Il y a moins de variabilité », se contente-t-il d'affirmer. Quant à la méthode Toyota, elle n'a pas sa place à l'école, reconnaît Yves Bolduc.

Le Devoir

## PERSPECTIVES

BRÉSIL

## Une campagne sans « imaginaire mobilisateur »

GUY TAILLEFER

Le Brésil, 202 millions d'habitants et un pays qui, avec l'Inde, est l'une des grandes démocraties émergentes du monde. Ses électeurs retournent aux urnes dimanche pour le deuxième tour de la présidentielle, alors que le bruit des tout derniers sondages place en légère avance la présidente sortante Dilma Rousseff (PT, Parti des travailleurs) sur Aécio Neves (PSDB, Parti de la social-démocratie brésilienne). « Une polarisation comme le pays en a rarement vu », dit le sociologue Cândido Grzybowski, vieil ami de l'ex-président Luiz Inácio Lula da Silva et l'un des principaux fondateurs du Forum social mondial. « La démocratie brésilienne termine un cycle », affirme-t-il en entrevue — et en français — depuis Rio.

**Le Brésil a vécu une année pleine de rebondissements, et pas qu'à la Coupe du monde de football de l'été dernier. Mais, au final, on se retrouve politiquement devant l'opposition habituelle entre le PT, au pouvoir depuis 2002, et le PSDB, le grand parti libéral qui a gouverné le pays entre 1995 et 2002 sous Fernando Henrique Cardoso. On est loin des turbulences annoncées par la fronde sociale inédite de juin 2013, quand des centaines de milliers de personnes étaient descendues dans la rue.**

Il n'y a pas eu de rebond, en effet. Par manque de direction, comme c'est une opposition sociale très éclatée et très horizontale. Ensuite, il y a eu beaucoup de violence de part et d'autre, de la part de la police et de la part des anarchistes du Black Bloc. Ça vidé les rues. Le mouvement a perdu de son souffle. On s'attendait à ce que ça reprenne à la Coupe du monde, et puis non. On s'attendait aussi à des répercussions dans la campagne électorale. On a cru un moment que Marina Silva représentait cette rue. En réalité, pas tellement.

**Justement, un autre pétard mouillé aura été la candidature de Marina Silva, l'« Obama brésilienne », porteuse du renouveau politique que les Brésiliens voulaient apparemment tant et que les sondages évaluaient pratiquement présidente il y a à peine plus d'un mois, mais qui a finalement fini troisième au premier tour du 5 octobre. Que s'est-il donc passé ?**

Marina a tout jeté à la poubelle, pour ainsi dire, en faisant des alliances très opportunistes. Considérée comme une grande activiste écologiste, elle avait beaucoup critiqué les commissions environnementales du Parti socialiste brésilien (PSB) avant de décider à la dernière minute de s'y joindre. Ensuite, la première visite qu'elle a faite après être devenue candidate à la présidence en remplacement d'Eduardo Campos, mort subitement dans un accident d'avion en août, fut aux grands producteurs de canne à sucre, symboles mêmes de la destruction des forêts et de l'agrobusiness. Elle a donné l'impression de vouloir le pouvoir à tout prix. Pentecôtiste dévote, on la savait conservatrice sur le plan moral, mais c'est encore par excès d'opportunisme qu'elle s'est alliée aux milieux religieux les plus conservateurs en décriant des projets de loi pro-gais qu'elle appuyait au départ.

Au fond, ça ne m'a pas vraiment étonné. Je la connais depuis les années 1980, c'était une amie. Elle a toujours été comme ça. Je doute qu'elle ait encore un avenir politique.

**Qui va l'emporter dimanche, selon vous ?**

Difficile d'être catégorique. Tout indique en tout cas que la marge de victoire sera mince. On a vu avec Marina qu'il y avait un grand degré de volatilité dans l'électorat. A Rio, c'est elle qui a gagné au premier tour en ralliant le vote de gauche. Elle a donné son soutien à Aécio Neves pour le deuxième tour, mais il semble que le vote à Rio migre plutôt du côté de Dilma.

On assiste aussi avec cette élection à une division plus nette que jamais entre le Nord-Est (Nordeste) pauvre et le Sud plus urbain et plus développé. Aécio s'appuie pour l'emporter sur le Sud, où domine la grande industrie, et Dilma sur



VANDERLEI ALMEIDA AGENCE FRANCE-PRESSE

**Durant la campagne électorale, il y a eu peu de discussions sur la nature du projet de société pour le Brésil.**

le Nord plus pauvre. La division est sociale et géographique. Si le PT est un parti urbain né à São Paulo, Lula avait eu le génie de ne pas négliger de bâtir ses assises politiques dans le Nordeste où il est né. Dilma a construit là-dessus en amplifiant les programmes sociaux de son prédécesseur. Avec le relèvement important du salaire minimum et l'augmentation substantielle de la part d'emplois formels dans l'économie, le sort des pauvres partout au pays s'est nettement amélioré depuis 15 ans. On ne peut pas en dire autant de la classe moyenne urbaine, qui bougonne.

Voici le paradoxe : l'économie vient d'entrer en récession en même temps que l'emploi grandit. Cela s'explique essentiellement par le programme public de construction immobilière de logements pour les pauvres. Il s'est construit 1,6 million de maisons depuis trois ans en vertu du programme « Ma maison, ma vie ». C'est du jamais vu au Brésil. À cela tient le pouvoir électoral de Dilma.

**Du point de vue altermondialiste, qui est le vôtre, quelle lecture faites-vous de cette campagne électorale ?**

Une lecture plutôt déprimante. Il n'y a pas eu de discussion sur la nature du projet de société que l'on veut pour le pays. Le débat a été très pauvre. Rien sur l'environnement, la crise énergétique, les impacts de la mondialisation ; rien sur le développement agricole alors que notre agriculture est la plus chimique au monde.

La campagne a été très sale, très virulente, marquée par des attaques personnelles. Le scandale de corruption chez Petrobras (la pétrolière d'Etat brésilienne) a fait la manchette

mum aurait « beaucoup augmenté » par rapport à la productivité, en laissant douter.

**Sécurité : la nouveauté du débat**

Pour la première fois, la question, qui relève pourtant des États fédérés, a été débattue dans la campagne. Chaque année, plus de 10% des homicides dans le monde ont lieu au Brésil. Le candidat du PSDB défend la réduction de la majorité pénale (de 18 à 16 ans) pour les crimes graves, idée qui révolte la gauche. Dilma Rousseff, elle, propose de faire collaborer polices locales et police fédérale, modèle testé avec succès pendant le Mondial de foot.

**Société : la grande hypocrisie**

Aécio comme Dilma, tous deux libéraux mais craignant de perdre des voix, se disent opposés à la très impopulaire dépenalisation de l'avortement. Pour contraindre la candidate socialiste Marina Silva, qui avait fait marche arrière sur les droits des LGBT après que des pasteurs eurent menacé d'appeler à voter contre elle, Dilma avait défendu la pénalisation de l'homophobie. Sauf qu'elle n'a pas soutenu un projet de loi sur la question qui est en souffrance au Congrès. Le puissant lobby des évangéliques, qui veulent pouvoir continuer à prêcher contre l'homosexualité, s'y oppose.

Libération

## Le lanceur de pavés



MICHEL DAVID

**S'**il est permis de s'interroger sur le jugement politique de Jean-François Lisée, il ne peut y avoir aucun doute sur son sens du marketing.

En refilant à Radio-Canada un chapitre de son prochain livre, dans lequel il prétend qu'il aurait voté contre la charte de la laïcité telle que présentée par Bernard Drainville, M. Lisée s'est peut-être aliéné ses collègues du caucus du PQ, mais il peut être certain qu'on va se précipiter sur le livre, qui arrivera en librairie la semaine prochaine, pour voir s'il ne contient pas d'autres vacheries.

On ne peut pas ranger les nouveaux passages qu'il a transmis à mon collègue Robert Dufresne dans cette catégorie, mais plusieurs au PQ jugeront sans doute prématurées les questions qu'il soulève à propos de la monnaie d'un Québec souverain, du rôle de son éventuelle armée ou encore de la pertinence de la double citoyenneté.

Il est difficile d'oublier que les problèmes du PQ au cours de la dernière campagne électorale ont commencé non pas avec le poing brandi de Pierre Karl Péladeau, mais avec les réflexions à voix haute de Pauline Marois sur la porosité des frontières d'un Québec souverain, qui ont accrédité l'imminence d'un référendum.

Quand M. Drainville a proposé de le reporter à un deuxième mandat, M. Lisée a souligné avec justesse que ceux qui n'en veulent pas ne voudront pas davantage d'un gouvernement qui consacrerait son premier mandat à le préparer. Si le référendum devait être reporté, il faudrait se contenter d'offrir un « bon gouvernement », a-t-il logiquement conclu.

◆ ◆ ◆

Si le PQ entreprend de préciser les tenants et aboutissants de la souveraineté avec la même minutie que l'ont fait les Écossais, comme le propose maintenant M. Lisée, il sera très difficile de convaincre la population qu'il s'agit simplement d'un exercice théorique s'inscrivant dans une lointaine perspective. Au mieux, on l'accusera de ne pas avoir les pieds sur terre.

En revanche, si la souveraineté est un projet à court terme, ses réflexions sont tout à fait pertinentes. Il propose de réexaminer l'hypothèse d'une monnaie québécoise. Après tout, même l'ex-ministre des Finances, Nicolas Marceau, déclarait que le Québec souffrait du « mal hollandais ». La place grandissante du pétrole dans l'économie canadienne faisant augmenter la valeur du dollar, nos produits manufacturés deviennent moins concurrentiels, avec les conséquences négatives sur l'emploi qui en résultent.

Plusieurs vont lever les yeux au ciel en voyant Lisée rouvrir un débat qui a jadis causé tant de problèmes au PQ et qui semblait définitivement clos. Jacques Parizeau, que personne ne peut soupçonner de vouloir renoncer au moindre attribut de souveraineté,

**J. F. Lisée**

**est capable**

**de démontrer**

**aussi**

**brillamment**

**une chose que**

**son contraire**

était le plus ardent partisan d'une monnaie québécoise au début des années 1970, mais il a fini par y renoncer. Le camp fédéraliste aurait beau jeu de rappeler ce que l'ancien premier ministre écrivait dans son livre intitulé *Pour un Québec souverain* (1997) : « De nos jours, les mouvements, de part et d'autre des frontières, d'argent à court terme, c'est-à-dire l'argent placé pour quelques jours ou quelques semaines seulement, équivalent à certains moments à 30 ou 40 fois la valeur des transactions commerciales portant sur des produits ou services. Aussi bien dire que des intérêts hostiles peuvent jeter une nouvelle monnaie par terre en quelques jours. »

◆ ◆ ◆

Tout le monde sait que M. Lisée est capable de démontrer aussi brillamment une chose et son contraire, mais le but de la politique n'est pas de briller. Aussi intéressantes que puissent être ses considérations sur la taille et le rôle de l'armée d'un Québec indépendant, la première question que doit trancher le PQ est de savoir s'il s'engagera à tenir ou à ne pas tenir de référendum au cours d'un premier mandat.

Jusqu'à présent, Alexandre Cloutier et Martine Ouellet se sont rangés dans le camp du oui, Bernard Drainville a opté pour le non et M. Lisée s'en tient jusqu'à nouvel ordre au peut-être.

Dans une entrevue accordée à Marie-France Bazzo vendredi, Pierre Karl Péladeau ne s'est pas prononcé formellement, mais il a bien pris soin de faire la distinction entre le référendum, qu'il a présenté comme un « accessoire », et la souveraineté elle-même, dont il entend plaider les avantages dans différents domaines. A aucun moment il n'a cependant donné l'impression que les questions de monnaie ou de citoyenneté faisaient partie de ses préoccupations actuelles.

De l'avis général, M. Lisée a définitivement ruiné ses maigres chances de succéder à Pauline Marois en remettant à l'ordre du jour le conflit d'intérêts dans lequel se retrouve PKP et en reniant la charte de la laïcité. Personne ne devrait cependant sous-estimer sa remarquable aptitude à jeter des pavés dans la mare.

Le Devoir

mdavid@ledevoir.com

# ÉDITORIAL

## ATTENTATS

### Nommer ce qui est

À trop vouloir couper les cheveux en quatre, le sens des événements se perd. Non, le Canada n'a pas été victime d'un complot terroriste, mais il a certainement été ciblé cette semaine par deux attentats politiques, peu importe l'état mental de leurs auteurs.

On parle beaucoup des loups solitaires depuis les attentats de Saint-Jean-sur-Richelieu et surtout celui d'Ottawa, mais il n'y a pas de consensus sur l'autre qualificatif à leur associer. Sont-ils des loups fous, désœuvrés, délinquants ou engagés? Ont-ils posé un geste détraqué, terroriste ou politique?

Dans toutes les discussions à ce sujet, il faut se surprendre d'un fait: certaines réponses soulèvent plus de critiques que d'autres, comme si en soi nommer les choses devait aussitôt mener à des dérives. Faudrait-il donc s'en tenir à l'individu et nier le politique?

Toute attaque est inacceptable, mais au-delà d'un geste, il faut aussi en voir la symbolique. Quelqu'un qui au hasard s'en prend violemment à des passants peut être intoxiqué ou dérangé mentalement, mais il n'y a pas à chercher plus loin.

Quand un Marc Lépine vise spécifiquement les étudiantes de Polytechnique, en laissant une liste de personnalités féminines à tuer, c'est nier l'évidence que de se retrancher derrière son état mental en refusant de voir, comme on l'avait entendu il y a 25 ans, l'attaque contre les femmes. Au Métropolis, viser Pauline Marois, indépendantiste qui venait d'être élue première ministre, était un attentat politique, comme l'avait bien exposé notre collègue Antoine Robitaille dans son éditorial

«Lever le tabou» à l'automne 2012. La motivation de Richard Bain dérange, certes, néanmoins elle existe.

Cette fois-ci, parce que certains confondent islam et islamistes, parce que l'islamisme terroriste et guerrier a jeté dans l'ombre la vie ordinaire de milliards de musulmans dont la nuance dans les croyances est aussi vaste que ce que l'on observe chez les catholiques, les juifs, les hindouistes, il faudrait minimiser les convictions religieuses extrémistes de Martin Couture-Rouleau et Michael Zehaf-Bibeau pour insister davantage sur leur fragilité psychologique, par ailleurs avérée. Parce qu'ils étaient seuls pour attaquer, parce qu'ils l'ont fait de manière désorganisée, il faudrait refuser de voir que leurs gestes se rattachent à un ensemble social plus vaste.

Les cibles des deux hommes étaient pourtant claires, et on ne peut se méprendre sur leur sens: des militaires et le Parlement canadien. Les quidams qui se sont enfuis à son approche n'intéressaient pas M. Zehaf-Bibeau. Et la rhétorique qui le poussait à aller de l'avant était aussi celle qui lui avait donné envie d'aller en Syrie ou en Libye. En cela il n'était pas un homme isolé. Le Canada découvre à peine le phénomène, mais l'Europe sait depuis longtemps que la radicalisation islamiste est le lot de nombre de jeunes musulmans, «de souche» ou récemment convertis. Ce que cela signifie a une portée politique: les attentats commis sont applaudis par d'autres extrémistes qui, réseaux sociaux aidant, s'en servent pour aller inspirer d'autres jeunes en quête d'action, de sens, ou d'idéologie religieuse.

Que dans cette roue sans fin, il n'y a pas de groupes, de chefs, de revendications bien articulées — tous repères qui autrefois marquaient les combats politiques, même les extrémistes — n'est que le reflet de l'époque. Mais dès lors que des symboles et non des individus sont visés, dès lors que cette attaque est applaudie par d'autres «combattants», solitaires ou pas, dès lors que le symbole a bel et bien été compris, nier le caractère politique des événements devient un dangereux aveuglement, qui n'aide en rien à y faire face.

## TERRORISME

### Un État de droit(s)

La nécessité pour les États de se doter d'outils juridiques et opérationnels lui permettant de se prémunir contre toutes formes d'actes terroristes va de soi. Le terrorisme fait partie de notre réalité, peut-être pas quotidienne, mais il y est bien présent. Les événements de Saint-Jean-sur-Richelieu et d'Ottawa nous l'ont rappelé.

La volonté du gouvernement Harper de resserrer son arsenal juridique pour lutter contre le terrorisme apparaîtra dans les circonstances actuelles comme une nécessité, voire une urgence. À sa face même, permettre au Service canadien du renseignement de sécurité d'enquêter sur les activités de Canadiens à l'étranger semble d'une logique implacable. Actuellement, le Canada sous-traite à d'autres pays ces enquêtes dont le résultat ne peut être présenté devant un tribunal.

Il est facile de croire que cette mesure est indispensable, car on sait que des Canadiens vont combattre en Syrie. On peut craindre que, de retour au Canada, ils veuillent prolonger ici le djihad. Mais faut-il pour autant mettre en place une mesure générique, applicable à tous les Canadiens, sans contrôle judiciaire?

La chose demanderait réflexion en temps normal, mais encore plus dans le contexte présent. L'émotion est à fleur de peau chez bien des Canadiens, à commencer par les parlementaires qui ont subi un choc traumatique mercredi. L'occasion est belle pour les organismes chargés des mesures de sécurité d'obtenir plus de moyens et de pouvoirs. Ce n'est pas une coïncidence si on parle de renforcer les articles du Code criminel sur le terrorisme et de rendre criminel le fait d'appuyer le djihad sur Internet.

Les intentions du gouvernement Harper sont à préciser, mais les ministres de la Sécurité et de la Justice en ont dit assez pour que l'on craigne que les droits fondamentaux des citoyens en souffrent. Un exemple: le SCRS veut garantir l'anonymat de ses sources, ce qui pourrait priver les accusés du droit de les contre-interroger.

L'équilibre à trouver entre sécurité et droits fondamentaux est délicat. On a vu ce gouvernement trancher en faveur des droits individuels dans le débat sur le registre des armes à feu. Ici, ce sera le contraire. Au-delà de la sécurité des citoyens, on invoquera la sécurité de l'État, celle d'un État en guerre. La raison d'État l'emportera sur l'État de droit et les droits fondamentaux. Il est alors facile de glisser vers l'arbitraire et ses excès. Cela s'est déjà vu ici, au Canada. Raison de plus pour ne rien précipiter. Au gouvernement de faire d'abord la démonstration que l'arsenal juridique dont il dispose est vraiment insuffisant.

## LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910 > FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX  
 Rédactrice en chef JOSÉE BOILEAU  
 Vice-présidente, développement CHRISTIANNE BENJAMIN  
 Vice-présidente, ventes publicitaires LISE MILLETTE  
 Directeur des finances STÉPHANE ROGER  
 Directrice de l'information MARIE-ANDRÉE CHOUINARD  
 Adjointes PAUL CAUCHON, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, DOMINIQUE RENVY, LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY  
 Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET  
 Directeur de la production CHRISTIAN GOULET



## LETTRES

### Opposants professionnels?

Chaque fois que M. Philippe Cannon, un des porte-parole de la multinationale TransCanada, a l'occasion de se prononcer publiquement au sujet des actions des opposants aux projets de l'entreprise, il ne manque pas de les qualifier d'opposants professionnels...

Première constatation: cet homme que l'on connaît dorénavant pour ses accès privilégiés au Parti libéral québécois utilise une technique de communication digne des années 1950... (reflet fidèle de la nature même de cette entreprise): répétition d'une rhétorique inexacte avec l'intention que ce message devienne interprété par un auditoire mal informé comme étant effectivement vrai.

La réalité: comme manifestant professionnel, on ne pourrait trouver mieux que cette mer de lobbyistes grassement payés par ces types d'entreprises, promoteurs de l'exploitation d'une énergie qu'on sait dangereuse pour l'avenir de notre planète. Ces lobbyistes ont un accès régulier aux dirigeants gouvernementaux, ce qui n'est malheureusement pas le cas des opposants au présent projet.

Dans la vraie vie, les gens que je côtoie au travers de mes engagements individuels sociaux et écologiques sont en fait de purs bénévoles, prenant de leur temps personnel pour tenter de mettre leur petit grain de sable dans l'engrenage bien huilé des promoteurs corporatistes.

Ces gens, comme moi, proviennent de domaines très diversifiés, des retraités, des étudiants, et ils ont comme objectif de faire connaître haut et fort leurs préoccupations envers ce qu'on voit poindre à l'horizon: l'établissement d'un État de plus en plus dépendant du pétrole. Or, n'importe quel individu informé ne peut que se rendre à l'évidence qu'on ne peut se diriger vers cette avenue. Les scientifiques et de plus en plus de dirigeants provenant de tous milieux nous pressent de repenser notre manière de vivre. Nous avons besoin de l'implication de tous. Devenons des acteurs de changements professionnels, car c'est maintenant que l'avenir se joue!

Christian Jacques  
 Le 23 octobre 2014

## REVUE DE PRESSE

### Plaidoyers pour une réponse mesurée

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

Deux attentats en trois jours qui déchirent l'automne d'un pays habitué au calme. Une onde de choc immense au Canada, le monde entier qui en parle. Mais alors que la poussière retombe quelque peu, de nombreux appels se font entendre pour que la réponse que donnera Ottawa à ces événements soit mesurée. Et qu'on ne cède pas à la panique.

Au nombre de ces voix, celle de l'équipe éditoriale du prestigieux *The Guardian* (Londres). Le quotidien plaide pour que les politiciens canadiens ne succombent pas à la tentation d'adopter précipitamment des lois qui restreindraient davantage les libertés civiles au nom de la sécurité nationale. Que des événements «exceptionnels et horribles» comme ceux de cette semaine en viennent à «changer cette société» serait selon eux une trahison de ce que le Canada représente.

Au-delà des circonstances précises des deux attentats — commis par deux Canadiens «radicalisés» —, le *Guardian* écrit qu'un fanatique qui vise son propre pays dans une attaque met nécessairement un peu à mal l'identité de ce pays. Surtout, ajoute-t-on, quand il s'agit du Canada, «qui était multiethnique avant même d'être un pays» et qui a généralement maintenu des politiques pro-immigration. On cinquième de la population du pays est née à l'étranger, rappelle le *Guardian*.

Cette diversité n'est qu'une partie de l'identité canadienne, ajoute-t-on. Le *Guardian* rappelle que le Canada a, sur le plan militaire, la réputation d'être un pays davantage porté sur le maintien de la paix que sur les combats — sans être pacifiste pour autant, comme en témoigne son engagement en Afghanistan et contre le groupe État islamique. En toute chose, écrit-on, le Canada doit continuer son approche traditionnelle de tolérance et de diversité.

Le *Globe* et *Cotler*

Dans deux éditoriaux publiés mercredi et jeudi, le *Globe and Mail* a lui aussi fait un plaidoyer pour que le Canada ne cède pas à la panique. En ce qui concerne l'attentat de Saint-Jean-sur-Richelieu, le *Globe* écrit qu'il faudra savoir pourquoi les autorités n'ont pu faire arrêter un homme que l'on savait potentiellement dangereux. Mais il rappelle immédiatement un gros défi: le système légal canadien a toujours fait en sorte qu'on puisse arrêter une personne qui a commis un crime ou qui l'a clairement ébauché. Mais on ne peut accuser quelqu'un pour quelque chose qu'il n'a pas fait ni réellement préparé. Façon de dire qu'il y a des limites à la capacité de prévention des lois.

La tragédie du parlement soulève des questions sur la pertinence de renforcer des mesures de sécurité ou des lois, écrivait ensuite le *Globe*. Mais «peu importent les changements, ceux-ci devront être faits prudemment, et calmement», en tenant compte de l'ampleur réelle de la menace et du nécessaire équilibre entre liberté et sécurité.

Le Canada mérite de rester tel qu'il est actuellement, avec des gens qui font du yoga ou qui manifestent devant le symbole de sa démocratie, dit-on. Ce n'est pas un pays naïf pour autant: il est conscient des menaces existantes. Il changera peut-être un peu à la suite des événements de cette semaine, mais le *Globe* souhaite que ces changements se fassent au bénéfice des citoyens. Pour ce faire, il faut éviter une réaction paniquée devant un très petit nombre de personnes qui ne peuvent pas détruire notre société, écrit le journal.

Dans une lettre publiée par le *Toronto Star*, le député et avocat Irwin Cotler soutenait que protéger les Canadiens contre des attaques et maintenir les libertés individuelles ne sont pas deux objectifs opposés. «Une stratégie

appropriée et efficace doit voir la sécurité et les droits non pas comme des concepts en conflit, mais comme des valeurs qui sont inextricablement liées», estime l'ancien ministre de la Justice. «Les attaques de cette semaine sont un assaut contre nos droits fondamentaux à la vie, à la liberté et à la sécurité de la personne», reconnaît-il. Mais il y a dans la réponse à leur donner un besoin de modération, suggère-t-il.

D'autres attaques à venir

Autre appel à ne pas céder à la panique, cette fois de la part du chroniqueur Andrew Coyne (Postmedia). Selon lui, ce qui s'est passé cette semaine risque bien de survenir à nouveau. Par rapport au macro-terrorisme — avions détournés, par exemple —, le micro-terrorisme porté par des «loups solitaires» est d'un impact moindre... mais il est aussi beaucoup plus difficile à détecter.

Un seul tireur a suffi pour obliger le gouvernement à se barricader, rappelle-t-il. L'impact de son geste a été immense, et c'est précisément l'objectif de ce genre de terrorisme. Semer la terreur parce qu'il peut frapper n'importe qui, n'importe où, sans beaucoup d'organisation ni de planification.

Dans ce contexte, prévenir toutes les attaques serait impossible, dit Coyne. On peut chercher les causes de ce terrorisme, financer adéquatement nos agences de surveillance. Certes. Mais au final, il y aura d'autres attaques. Il faudra apprendre à vivre malgré cette menace insidieuse. D'où l'importance de ne pas chercher de fausses assurances dans des lois. La meilleure réaction, dit-il, est de rester droit. Bien droit.

Sur Twitter: @gbcote

Le Devoir

La version numérique de ce texte contient les liens vers les articles originaux.

## IDÉES

## Allah est-Il schizophrène ?

MOUNIA AIT KABBOURA

Doctorante au Département de philosophie et chargée de cours à l'UQAM, chercheuse à la chaire UNESCO d'étude des fondements philosophiques de la justice et de la société démocratique.

Coups de feu à Ottawa. Meurtre à Saint-Jean-sur-Richelieu. Ces événements dramatiques récemment survenus posent tous pour moi la même question : Allah est-Il schizophrène ? Si Allah nous ordonne à nous, les musulmans, de tuer, pourquoi interdit-Il le meurtre dans le verset 32 de la sourate al-Maïda (« La table servie ») du Coran ? « C'est pourquoi Nous avons prescrit pour les enfants d'Israël que quiconque tuerait une personne non coupable d'un meurtre ou d'une corruption sur la Terre, c'est comme s'il avait tué tous les hommes. Et quiconque lui fait don de vie, c'est comme s'il faisait don de la vie à tous les hommes. En effet, nos messagers sont venus à eux avec les preuves. Et puis voilà qu'en dépit de cela, beaucoup d'entre eux se mettent à commettre des excès sur la Terre. »

Si Allah nous ordonne à nous, musulmans, d'éliminer la diversité et d'unifier l'humanité dans un seul clan, pourquoi affirme-t-Il et recommande-t-Il le respect de la diversité humaine dans le verset 13 de la sourate Al-Hujurat (« Les appartements privés ») ? « Ô hommes ! Nous vous avons créés d'un mâle et d'une femelle et Nous avons fait de vous des nations et des tribus, pour que vous vous entre-connaissiez. Le plus noble d'entre vous, auprès d'Allah, est le plus pieux. Allah est certes Omniscient et Grand-Connaisseur. »

Si Allah traite tout croyant en Lui et qui n'est pas forcément musulman de mécréant, comment peut-Il rassurer les humains dans le verset 69 de la sourate al-Maïda (« La table servie ») en disant : « ceux qui ont cru, ceux qui se sont judai-



« Le plus noble d'entre vous, auprès d'Allah, est le plus pieux. »

sés, les Sabéens et les Chrétiens, ceux parmi eux qui croient en Allah, au jour dernier, et qui accomplissent les bonnes œuvres, pas de crainte sur eux, ils ne seront point affligés. »

Si Allah est contraignant, pourquoi interdit-Il dans le verset 256 de la sourate Al-Baqarah (« La vache ») la contrainte ? « Nulle contrainte en religion ! car le bon chemin s'est distingué de l'égarément. » Et pourquoi traite-t-Il alors les non-croyants d'égarés et non de mécréants ? « Quiconque ne croit pas en Allah, en ses anges, en ses Livres, en ses messagers et au jour dernier s'égare, loin dans l'égarément. »

Si Allah est Un, et s'Il n'est pas schizophrène, quel est ce dieu du Da'ich (« État islamique ») et

des fanatiques ? Est-il un monstre de Frankenstein fait de versets coraniques privés de leur contexte textuel et historique ? Fait sur mesure pour servir les intérêts de certains groupes d'individus ? Pourquoi M. Rouleau est-il allé à la rencontre de ce monstre sur Internet ? Pourquoi a-t-il voulu devenir son martyr ? Qu'est-ce que ce monstre lui a offert que notre société était incapable de lui offrir ? Ces martyrs annoncent-ils la fin de la société postmoderne comme l'a signifié Alain Touraine dans son dernier livre ? Cherchent-ils l'authenticité du soi dans une société atomisée comme l'a expliqué Charles Taylor dans *Les sources du moi* ? Ou cherchent-ils simplement un idéal moral ?

## La faute à la religion ?

JACQUES GAUTHIER

Gatineau, blogueur, jacquesgauthier.com

deux jours d'intervalle et dans des villes différentes, deux militaires en uniforme sont assassinés lâchement par deux résidents canadiens convertis à l'islam radical. [...]

Il semble que Martin Ahmad Rouleau et Michael Zehaf-Bibeau ne se connaissent pas et qu'ils aient agi seuls, sans lien avec les djihadistes du groupe État islamique (EI) du Proche-Orient. Mais jusqu'ou le discours de ce groupe armé, bien financé et très présent sur les réseaux sociaux, a-t-il influencé ces « loups solitaires » aux prises avec des problèmes personnels ? Comment la radicalisation d'une religion peut-elle donner des munitions à des êtres qui sont instables psychologiquement et qui cherchent un sens à leur vie ?

Plusieurs jetteront la pierre à la religion qui, selon eux, exacerbe les passions, favorise les divisions et les guerres. Il est vrai que la religion peut devenir une arme de destruction lorsqu'on l'instrumentalise à des fins politiques. Mais elle peut aussi aider à bâtir la paix ; c'est ce qu'en ont

fait Gandhi, Martin Luther King et Nelson Mandela. Plusieurs Prix Nobel de la paix sont d'ailleurs des croyants. Le problème des religions vient surtout de l'interprétation fondamentaliste que l'on fait des textes sacrés. Quand chacun veut avoir raison et éliminer l'autre qui ne partage pas sa foi, comment le dialogue peut-il être possible ? Cela vaut aussi pour les athées, bien sûr.

Il faut lutter contre cette perversion idéologique qui détourne la religion de son sens profond, celle de relier les êtres dans la prière, le pardon, la paix, le partage. Il est vrai que les mots « Dieu » et « religion » sont piégés depuis le 11 septembre 2001, mais en arriver à tuer au nom de Dieu, c'est tellement contraire au précepte universel de Jésus : « Aimez-vous les uns les autres. »

## Gestes barbares

Les milieux musulmans condamnent en général ces gestes barbares et ceux de l'EI. Peut-être sommes-nous trop naïfs devant la montée de l'islamisme radical en Occident ? Que faire ? Se rencontrer et dialoguer pour mieux se connaître et détecter les comportements qui peuvent trouver

un refuge dans l'extrémisme. Philippe Couillard a d'ailleurs chargé des ministres de « préparer, avec les communautés concernées, des actions basées sur l'engagement communautaire, la détection à la prévention précoces des comportements à risques ».

Personne ne peut justifier ces actes haineux, seulement les terroristes qui cherchent le chaos. Comment deux jeunes Québécois ont-ils pu exprimer leur colère avec un tel radicalisme ? Un élément d'explication peut venir d'un autre premier ministre, René Lévesque lui-même. Dans une lettre adressée au pape Jean-Paul II le 22 juin 1980, à l'occasion de la béatification de Marie de l'Incarnation, de Kateri Tekakwitha et de François de Laval, maintenant tous canonisés, il écrivait : « Quand un peuple remet en question ses modes de vie traditionnels avec autant de vigueur que le Québec l'a fait depuis 20 ans, il risque de se couper des valeurs qui ont contribué à sa survie et à la découverte de son identité propre, sans savoir les remplacer par des valeurs nouvelles ; il risque de provoquer chez les siens le déséquilibre, le dépaysement et même le désarroi ; en renouant avec les richesses de son passé, le Québec ne peut que mieux assurer son avenir. »

## Glorieux, le Canada ?

La version française du discours de Stephen Harper, une traduction Google ?

CHANTAL GAGNON

L'auteure est professeure au Département de linguistique et de traduction de l'Université de Montréal et membre de l'Ordre des traducteurs, terminologues, interprètes agréés du Québec

Sur le site du premier ministre du Canada, on retrouve la version française du discours livré par Stephen Harper au soir de la fusillade à Ottawa du 22 octobre dernier. Dans ce discours, Stephen Harper fait particulièrement appel à la fibre patriotique de son auditoire. Il va même jusqu'à utiliser l'expression « compatriotes » à trois reprises.

Nos recherches montrent que, dans les messages à la nation diffusés à la radio ou à la télévision, les Canadiens de langue française n'avaient pas été interpellés à titre de compatriotes depuis les années 1940, à l'époque où William Mackenzie King était premier ministre. Avec la transformation du nationalisme québécois et du nationalisme pancanadien au XX<sup>e</sup> siècle, les premiers ministres du Canada s'étaient généralement abstenus de prononcer le mot « compatriote » à la télévision française, puisque pour bien des Québécois, la patrie, c'est d'abord le Québec. En 2008, lors de son message télévisé précédent, Stephen Harper avait plutôt eu recours au gentil « Canadiens » en s'adressant à ses concitoyens. En point de presse, Thomas Mulcair et Justin Trudeau ont quant à eux évité ce terme sémantiquement instable. Pour véhiculer des valeurs patriotiques, ces chefs ont évoqué « le peuple » (Mulcair) ou « une nation de

justice et de respect » (Trudeau). Il est possible que les récentes déconvenues du Parti québécois et du Bloc québécois aient incité le gouvernement de Stephen Harper à prendre des libertés avec les normes non dites de la politique canadienne en terre québécoise. Il pourrait aussi y avoir un problème de traduction. Chaque fois qu'en anglais le texte présentait « fellow Canadians », en français on retrouvait « compatriotes ».

Il s'agit, d'une certaine façon, d'une traduction littérale, à la Google Translate (pour ce syntagme précis, c'est d'ailleurs la solution qu'on y propose). L'hypothèse d'une traduction négligée est appuyée par le reste du discours.

En effet, le texte est truffé d'erreurs d'orthographe. Ici, une virgule manque, là, on écrit « il lutta pour sa vie » au lieu de « sa vie ». A d'autres endroits, un participe passé est mal accordé ou une majuscule manque à « les canadiens et les canadiennes ». Bien des erreurs relevées auraient été évitées avec l'utilisation d'un correcticiel. C'est dire le peu de temps qui a été consacré à la version française.

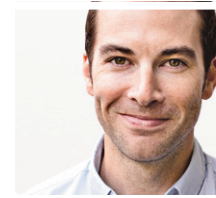
Et il y a pire. La version écrite de la déclaration se termine par « vive le Canada glorieux et libre ». Il s'agit d'une traduction mot à mot des paroles de notre hymne national en version anglaise (« glorious and free »). Or, faut-il le rappeler, les paroles de la version française sont différentes. L'allusion (patriotique) est perdue, et la fin du discours est maladroite, parce que peu idiomatique. Dans la presse d'expression française, « Glorieux » rime avec hockey, car c'est ainsi qu'on surnomme les Canadiens de Mont-

réal. Pour l'auditoire de Stephen Harper, il y a donc un rendez-vous manqué à certains égards. Dans la version télévisée, le premier ministre a corrigé le tir, y allant d'un « vive le Canada fort et libre ». Mais personne n'a pensé à revoir la version textuelle, pleine d'erreurs.

Le discours du 22 octobre était capital parce qu'il mettait des mots sur une douleur nationale. La vie du premier ministre ayant été brièvement en jeu, la symbolique du discours était d'autant plus forte. Même si les discours français de ses opposants étaient meilleurs, c'est le discours de Stephen Harper qui a été le plus cité dans les journaux. Que la version française n'ait pas fait l'objet d'une révision digne de ce nom montre le peu d'importance accordée au fait français sous le gouvernement de Stephen Harper. Soulignons-le : la version anglaise du discours était impeccable. On peut expliquer les erreurs du texte français par la gravité des événements de la journée, mais on ne peut pas les excuser. Il ne s'agit pas du premier message à la nation jamais diffusé sur les ondes télévisuelles. Avant l'époque de monsieur Harper, d'autres premiers ministres ont dû faire des messages à la nation, avec une technologie moins avancée et moins efficace (on pense notamment à l'absence d'ordinateur). Pourtant, aucun message à la nation avant celui-ci n'avait été aussi bâclé.

Il y a beaucoup de leçons à tirer de la présente crise. Bien des choses auraient pu se dérouler autrement. Il en va ainsi de la traduction des discours du premier ministre. En situation d'urgence, les francophones ont droit à la même qualité de communication que les anglophones.

## Coin coin !



DAVID DESJARDINS

Que fait la canne ? Glousses-elle ? Non, ça c'est le dindon. La poule caquette. La canne, elle, cancanne. Coin coin. Le Québec se créolise. Coin coin. Un jeune et génial cinéaste fait le portrait d'une nation qui agonise en pataugeant dans sa fange franglaise. Coin coin. Le chroniqueur colonisé a écrit « canne ».

Cela fait des semaines que j'encaisse la plainte des volatiles qui traversent le ciel médiatique de l'automne, et cancanent à propos du *Mommy* de Xavier Dolan.

Christian Dufour, au *Journal de Montréal*, a décrété que personne ne parle réellement le patois de ses personnages. Puis il y eut la chronique de mon confrère Christian Rioux qui, comme à son habitude, prophétise l'effondrement de la civilisation à travers quelque travers langagier — ou moral, c'est selon —, accompagné du courrier de Paul Warren où le prof de cinéma constatait que le niveau de langage des personnages y agit comme miroir de notre acadianisme.

Enfin, plus personnellement, mon journal publiait jeudi une lettre que Marie-Eva de Villers m'adressait, la linguiste et auteure du *Multidictionnaire* déplorant l'usage du mot « canne » — plutôt que « boîte de conserve » — dans ma chronique de la semaine dernière.

Passons sur la détestable leçon de morale de la dame, qui me reproche d'y valider l'utilisation d'un anglicisme par ma fille, et posons une question qui ressemble beaucoup à la première.

Que fait la canne ?

La même chose que le « fuck » dans la bouche d'un personnage chez Dolan. Elle fait vrai. Elle fait entrer tout le reste de la chronique, rédigée dans un français irréprochable, dans le monde du réel. Cet endroit où je vis, où je dis « canne » et « virage » et « shit » et « crise ». Où je sacre, oui. Beaucoup. Comme mon père, médecin et médaillé du lieutenant-gouverneur. Cela ne m'empêche pas d'être moi-même un intégriste de la langue à la maison, comme le fut ma mère avec ses quatre enfants. Québécoise libre et fighting Irish, elle corrigeait nos erreurs de français et d'anglais, du haut de son impériale maîtrise des deux langues.

Notez que je ne me formalise pas que ma fille emploie le jocal, mais j'insiste pour qu'elle puisse désigner une chose en utilisant le terme juste. J'ignore d'ailleurs si elle avait dit canne lors de notre conversation. J'avais écrit boîte de conserve, au départ. Je me suis ravisé. Le terme semblait forcé. Une boîte de conserve de sirop d'érable. Je n'ai jamais dit ça de ma vie. Et ça alourdissait la phrase. J'ai écrit canne pour faire vrai, familial, et parce que cette vérité avait du rythme.

Comprenez-vous, ô ayatollahs qui m'écrivez à chaque petit accroc volontaire de ce genre, que c'est justement par ce rythme-là, par cette rupture, par ce contretemps dans un ensemble autrement parfaitement réglé que je m'applique à faire vivre notre langue ?

Lui rendre hommage, c'est peut-être faire preuve de vigilance, mais aussi la rendre at-rayante, la faire danser au milieu de la foule. Je ne me considère donc pas riche de parler comme un précis de grammaire doublé d'un dictionnaire, mais de pouvoir naviguer entre les différents niveaux de cette langue qui est belle aussi quand elle est un peu bâtarde.

Ma canne est une main tendue. Une proximité entre la rue et les hauteurs d'une langue soutenue. Elle perce un deuxième puis un troisième trou sur la boîte de conserve du langage dans laquelle certains linguistes coincés l'enferment. Elle laisse entrer l'air, donne le goût d'aller voir dedans, là où se trouve la règle que j'ai apprise pour mieux la transgresser.

À votre place, je m'inquiéterais autrement d'un ministre de l'Éducation qui songe à laisser tomber l'épreuve uniforme de français pour les étudiants du collégial puisque ceux-ci sont trop nombreux à y échouer, retardant ainsi leur arrivée sur le marché du dollar. Un ministre de l'Éducation balbutiant, qui passe systématiquement la syntaxe à tabac. Un ministre qui souhaite mettre ses gros doigts gourdus dans la formation générale pour que les crétiens du clientélisme éducatif en aient enfin pour leur argent : un diplôme dévalué, du boulot, du crédit pour jouer.

Pouvez bien jouer au flic tant que vous voulez, Madame Dico, et les autres curés. Mais faudrait mieux choisir vos combats. Là où Dolan ne montre qu'une vérité, celle d'âmes détraquées, vous voyez une dérive nationale. Là où je commets une délinquance pour mieux célébrer ma langue, vous insistez sur l'impureté.

Permettez, Mesdames et Messieurs, que nous ne partagions ni l'alarmisme des uns et encore moins le défaitisme des autres. Notre langue est bien vivante. Notre culture n'a jamais été aussi féconde. Et décomplexée. Et libre.

Celle que vous défendez ? Je ne m'y recon nais guère. Serait-ce parce que, de peur qu'elle ne se détériore, vous avez choisi de l'empailler ? Coin coin.

djesjardins@ledevoir.com

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Antoine Robitaille (éditorialiste, responsable de la page Idées), Jacques Nadeau (photographe), Michel Garneau (caricaturiste), information générale : Isabelle Paré (chef de division), Caroline Montpetit (affaires sociales), Lisa-Marie Gervais (éducation), Alexandre Shields (environnement), Amélie Daoust-Boisvert (santé), Pauline Gravel (sciences), Fabien Deglise (société), Jean Dion (sports), Mélanie Loiselle et Philippe Orfalli (reporters), information politique : Marco Fortier (chef de division), Michel David (chroniqueur), Héliane Buzzeiti et Marie Vastel (correspondantes parlementaires à Ottawa), Marco Bélair-Cirino et Robert Dutrisac (correspondants parlementaires à Québec), Jeanne Corriveau et Brian Myles (affaires municipales, Montréal), Isabelle Porter (affaires municipales, Québec), Guillaume Bourgault-Côté (reporter), Véronique Chagnon et Louis Gagné (pupitre), information culturelle : Catherine Lalonde (responsable du cahier Livres), Odile Tremblay (cinéma), Stéphane Baillargeon (médias), Frédérique Doyon et François Lévesque (reporters), Julie Carpentier (pupitre), information économique : Gérard Bérubé (chef de division), François Desjardins, Éric Desrosiers, Jessica Nadeau et Karl Rettono-Parazelli (reporters), Gérard Dallaire (pupitre), information internationale : Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque et Guy Taillefer (reporters), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives), section art de vivre : Diane Précourt (responsable des cahiers Week-end et Plaisirs), Emilie Folie-Boivin (pupitre), Benoît Mungier, Philippe Papineau et Geneviève Tremblay (pupitre), Martin Blais, Sophie Chartier et Florence Sara G. Ferraris (assistants), correction : Andrée Bédard, Christine Dumazet et Michèle Malenfant, soutien à la rédaction : Amélie Gaudreau (secrétaire), Laura Pelletier et Arnaud Stopa (commis), DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Vanessa Racine (Ottawa), Dave Noël (Québec), PUBLICITÉ Edith Caron (adjointe), Jean de Billy, Jean-François Bossé, Marlène Côté, Evelyne De Varennes, Amel Elinam, Nathalie Jobin (par intérim), Claire Paquet, et Chantal Rainville (publicitaires), Sylvie Laporte (avis légaux), Laurence Hémond (coordonnatrice), Laurence Hémond (secrétaire), PROMOTION Olivier Zaida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin et Nathalie Zematits, INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur web), Imane Boudhar (analyste programmeur), Hansel Matthews (technicien informatique), PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Geneviève O'Meara (coordonnatrice des communications et de la promotion), Maxime-Olivier Leclerc (coordonnateur du service à la clientèle), Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois, Isabelle Sanchez, ADMINISTRATION Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Florentina Draghici, Céline Furoy et Véronique Paqué.

# PHILOSOPHIE

## La fibre danoise de nos cégeps

Pourquoi le penseur scandinave de l'éducation Nikolai F. S. Grundtvig aurait aimé ce palier d'enseignement

Deux fois par mois, *Le Devoir* lance à des passionnés de philosophie, d'histoire et d'histoire des idées le défi de décrypter une question d'actualité à partir des thèses d'un penseur marquant.

JUSTINE DE VALICOURT

Formée en sciences biomédicales et en haute cuisine à l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec, l'auteure est à la fois chef et chercheuse. Elle vit actuellement au Danemark, où elle enseigne à la Vestjyllands Højskole après avoir travaillé au Nordic Food Lab.

Les jeunes libéraux, lors de leur congrès cet été, ont indiqué qu'ils souhaitent l'abolition des cégeps. Ces établissements seraient inefficaces selon eux pour ce qui est de la préparation au marché du travail. Ce projet, ainsi qu'une avalanche — dont le livre de Stéphane Paquin paru récemment, *Social-démocratie 2.0. Le Québec comparé aux pays scandinaves* (PUM) —, nous amène à penser qu'une petite histoire du système d'éducation danois s'impose, par le truchement du penseur qui l'a imaginé.

Nikolai Frederik Severin Grundtvig (1783-1872) a cru dès le début du XIX<sup>e</sup> siècle à une éducation dont le but premier est le développement personnel et l'ouverture à la communauté. Il a eu une influence majeure sur toute la société scandinave bien que son œuvre reste pratiquement inconnue à l'extérieur de ses frontières.

Rares sont les philosophes qui ont eu un impact direct et évident sur la société; Nikolai F. S. Grundtvig en est décidé-ment un. Considéré comme le pilier de l'identité et de la social-démocratie danoise, Grundtvig a laissé sa trace à la fois en tant que poète, pasteur, politicien et philosophe de l'éducation. Son idée est que l'individu, par l'éducation, doit prendre conscience qu'il n'existe qu'en vertu de l'Autre et partir de ce postulat pour développer de bonnes relations.

«*La vraie conscientisation doit venir du fait que, en tant qu'individus, nous n'existons qu'en vertu de notre communauté, avec notre nation et par extension avec le monde entier. Une telle conscientisation, en s'étendant sur l'ensemble de l'humanité et en présentant de profondes connexions entre la vie de l'individu, de la nation et de la race humaine, développe une manière de pensée qui est désirable pour toute relation humaine.*» (Statsmæssig Oplysning, 1834)

Les idées de Grundtvig sur l'éducation sont donc le fruit d'une réflexion sur ce qu'être humain signifie et sur les processus d'apprentissage qui permettent à un individu de devenir un être humain éveillé, lié à la nature, à son environnement et à l'histoire.

Quand le Danemark passe d'une monarchie absolue à une monarchie parlementaire, Grundtvig considère que la nouvelle démocratie ne fonctionnera réellement que si les Danois se transforment, d'un peuple relativement peu éduqué, sujet d'un roi, en des citoyens actifs et intéressés par leur démocratie. Dès 1838, il proposera une série de conférences sur le concept du *folkelige*. Si ce terme se traduit approximativement par «provenant de la population», le concept en lui-même est beaucoup plus large. Il implique à la fois le groupe et les individus qui le composent, il parle d'une liberté qui prend ses bases dans la communauté et d'une communauté qui se nourrit des libertés individuelles. Le concept fait aussi référence à l'égalité à l'intérieur de cette population, non pas l'égalité des richesses, mais l'égalité des



CONSTANTIN HANSEN / CC

Nikolai F. S. Grundtvig est considéré comme le pilier de l'identité et de la social-démocratie danoise. Il a laissé sa trace à la fois en tant que poète, pasteur, politicien et philosophe de l'éducation.

chances, de la dignité, des droits et surtout des responsabilités. Tous ont le même devoir social de prendre un certain pouvoir, de s'affirmer, et de contredire si nécessaire. De ce terme émane l'obligation pour un groupe d'individus de se responsabiliser par rapport aux décisions qui sont prises, de s'affirmer et de proposer de nouvelles solutions viables pour le bien commun lors de divergences d'opinions.

Aussi, pour transformer des habitants assujettis à un roi en une nation intéressée, ouverte et impliquée dans la démocratie naissante, Grundtvig mise sur l'éducation, tant des enfants que des adultes. Ses idées permettent la fondation d'un système d'éducation aux adultes, les *højskoler*, ou universités du peuple. Encore très ancrées dans la société danoise moderne (environ 1 personne sur 10 ira y faire au moins une formation), ces écoles ont pour but le développement spirituel et culturel de leurs étudiants, généralement de jeunes adultes. Bâties pour «*jeter un pont entre la lumière de la connaissance et la vie du peuple*», ce sont des écoles sans examen, presque toujours à résidence complète, et qui en aucun cas ne cherchent à enseigner un emploi ou un moyen de subsistance, mais plutôt à enseigner un «capital spirituel»: un mode de vie communautaire, du savoir, la philosophie, la politique, les arts, et à travers cela la réalisation de soi, sa place en tant qu'individu, la citoyenneté responsable, la coo-

opération, l'identité culturelle.

De ces «écoles des Lumières» découleront la liberté et l'autonomie d'un peuple qui s'affranchit de son élite dirigeante. Y naîtront aussi les grandes coopératives agricoles qui ont vu les exportations danoises exploser au début du XX<sup>e</sup> siècle et permis un développement florissant de l'économie. Les syndicats danois sont aussi souvent considérés comme des fruits de ces écoles. Le syndicalisme danois n'en est pas un d'opposition au patronat, mais plutôt de collaboration avec le patronat pour une industrie plus compétitive dans le respect des employés. Finalement, les *højskoler* auront contribué à la durabilité d'un phénomène social qui est né et s'est essouffé dans plusieurs pays entre les années 1960 et 1980, mais qui a continué à se développer au Danemark: les communes. Il est accepté et positivement considéré au Danemark de partager un espace et une vie ménagère avec un groupe d'étudiants, de professionnels ou de familles. Travailler pour le bien-être d'une collectivité paie à l'individu lorsqu'il peut compter sur l'ensemble des individus de sa collectivité pour en faire de même.

Ceci nous conduit à un autre principe de l'identité scandinave allant à l'encontre de l'amour-propre: la *Jantelov*, ou loi de Jante. Il s'agit d'un concept qui commence à exister tôt dans la nouvelle démocratie mais ne sera nommé et

écrit qu'en 1933 par l'auteur Aksel Sandemose. Il décrit l'attitude négative assez généralisée en Scandinavie envers le sentiment d'orgueil et l'individualisme. Ici, l'individu qui rend ses compatriotes envieux par un succès individuel est jugé égoïste et devient jusqu'à un certain point étranger à la communauté. Le succès danois se trouve plutôt dans l'avancée de l'ensemble de la société et dans la modestie individuelle. Par exemple, il n'y a que très peu de voitures de luxe au Danemark, ce symbole du succès individuel étant taxé à 180%. La société mise sur le transport vert et collectif plutôt que sur le transport polluant et individuel. Grundtvig rêve déjà de cette société égalitaire lorsqu'il conclut un de ses multiples poèmes: «*Et la richesse nous l'aurons / Quand peu auront trop et encore moins trop peu.*» (1820)

Grundtvig mise aussi sur les écoles primaires et secondaires pour ouvrir les esprits des jeunes à l'intérieur de leur communauté. Depuis 1851, des systèmes public et privé offrent des éducations légèrement différentes, mais qui atteignent des normes gouvernementales dans des matières de base. Ces écoles primaires (*friskole*) et secondaires (*efterskole*) sont financées à 80% par l'État et sont généralement issues d'une volonté parentale de prendre en main l'éducation de leurs enfants. Gérées par les parents (et les étudiants eux-mêmes quand ils ont l'âge requis), elles enseignent à partir de thèmes chers aux parents et proposent une éducation parallèle qui vise le développement de l'enfant en tant qu'individu dans sa communauté et non la performance scolaire dans le but de produire de meilleurs travail-



SOURCE JUSTINE DE VALICOURT

Justine de Valicourt fait un parallèle entre les «écoles des Lumières» au Danemark et les cégeps au Québec, leurs visées étant de permettre le développement d'individus moraux, politisés, responsables et actifs dans leur communauté.

«*La vraie conscientisation doit venir du fait que, en tant qu'individus, nous n'existons qu'en vertu de notre communauté, avec notre nation et par extension avec le monde entier*»

Nikolai Frederik Severin Grundtvig

leurs. Environ 50% des étudiants font au moins un an de pensionnat dans une *efterskole* avant de commencer la formation pré-universitaire équivalente au cégep (*gymnasium*). Le subventionnement permet aux familles de choisir une école selon leurs valeurs et non selon leurs portefeuilles. Et si elles sont si subventionnées, c'est à cause d'un principe fondateur de la démocratie danoise: le droit de la minorité. Dans la plupart des sociétés démocratiques, la minorité a droit à la parole, mais est subordonnée à la majorité qui prend les décisions jusqu'aux prochaines élections. Au Danemark, le principe démocratique est légèrement différent: la majorité a le droit d'influencer les décisions, mais elle n'est pas considérée comme détenant la Vérité. Au contraire, Grundtvig a instauré l'idée que la vérité n'existe que dans la diversité et le dialogue, et donc dans l'existence même de la minorité. Il écrira, dans *Den kristne barmhertighed*:

«*Puisque la base de la conscience est le soi, le monde ne peut être observé d'un point de vue absolu. Il doit être observé par différents yeux et dans différents angles. La Vérité n'apparaît donc que dans l'échange et la réciprocité de différentes vérités. [...] Personne ne peut déclarer posséder la vérité absolue puisque nous ne percevons que pièce par pièce.*» (1855-1861)

Ainsi, la minorité doit être protégée et on ne peut lui imposer de s'adapter aux décisions de la majorité. En d'autres mots, les parents peuvent considérer que le système d'éducation proposé par l'État n'est pas le meilleur et demander à ce que l'État protège et assure une sécurité

économique à leurs idées sur l'éducation.

Grundtvig aura été directement à la base des «écoles des Lumières» (*School of enlightenment*) au Danemark: *friskole* pour les plus jeunes, *efterskole* pour les 14-17 ans et *højskole* pour les 17 ans et plus. Ce sont des écoles créées pour l'éducation à la vie, le développement de l'individu dans sa communauté, la discussion, la pensée philosophique et morale; et surtout pour qu'un peuple développe sa capacité à se gouverner et, bref, s'intéresse à la chose publique. Ces écoles et cette philosophie de l'éducation ont certainement contribué à former une élite très peu corrompue, à produire une répartition des richesses exemplaire, un indice de bonheur inégalé et une social-démocratie solide dans laquelle la population est intéressée par la politique.

Au Québec, n'est-ce pas un peu le rôle des cégeps de permettre le développement d'individus moraux, politisés, responsables et actifs dans leur communauté? Est-ce seulement le rôle des cégeps? Donnons-nous assez d'espace à cette conscientisation?

Il est facile de se comparer aux pays scandinaves et de se dire qu'il suffit de copier leurs politiques pour atteindre leur développement économique et social. Malheureusement, cette culture sociale-démocrate ne s'impose pas par des lois, mais se transmet par une éducation humaniste.

Des commentaires? Écrivez à Antoine Robitaille: arobitaille@ledevoir.com. Pour lire ou relire les anciens textes du *Devoir de philo* ou du *Devoir d'histoire*: www.ledevoir.com/societe/ledevoir-de-philo